



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Recherche et Gestion des Savoirs
RGS/AGC

Numéro 4 - Juin 2003

Editorial

Sommet du G8 d'Evian : conforter la croissance mondiale

Les pandémies en Afrique, les économies en panne de croissance dans les pays en développement, la dégradation de l'environnement, la prolifération des armes de destruction massive, la recrudescence du terrorisme international, ainsi que l'immuable conflit du Proche-Orient ont figuré à l'ordre du jour du sommet des dirigeants des huit nations les plus riches du monde (G 8 : Etats-Unis, Canada, Japon, Russie, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie) qui s'est tenue du 1^{er} au 3 juin 2003 à Evian-les-Bains (France).

La France, pays organisateur, entendait bien défendre son idée d'une mondialisation plus humaine et d'une gestion multipolaire des problèmes de la planète. Dans cette optique, le président de la République, **Jacques Chirac**, avait invité les cinq promoteurs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) ainsi que sept autres dirigeants de pays émergents (Maroc, Mexique, Brésil, Chine, Arabie Saoudite, Malaisie et Inde). Ces ouvertures répondaient aussi à un souci de pédagogie, à la fois vis à vis de ces dirigeants et aussi vis à vis des manifestants alter mondialistes qui de G8 en G8 accroissent leur pression en faveur d'une plus grande solidarité Nord/Sud.

Les responsables du G8 ont notamment affirmé leur confiance dans la reprise de la croissance mondiale et dans la possibilité de progrès au Proche-Orient. Ils ont rappelé le rôle central de l'ONU dans l'Irak de l'après-guerre. Ils se sont entendus pour renforcer la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive. Enfin ils ont sommé la Corée du Nord et l'Iran de se soumettre au contrôle des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En revanche, à l'exception de l'annonce par les USA et par la France de l'accroissement de leur contribution au Fond Mondial pour le Sida (respectivement 15 milliards de dollars et 150 millions d'Euros), le Tiers Monde et notamment l'Afrique n'ont pas obtenu ce qu'ils attendaient : en effet, la question de l'accès aux médicaments essentiels permettant de soigner le sida, le paludisme et la tuberculose a été renvoyée au sommet de l'OMC de Cancun en septembre prochain tandis que le moratoire sur les subventions à l'exportation des produits agricoles n'a pas fait l'objet de décision, mais d'une promesse d'examen avant la fin du cycle de négociations multilatérales en 2005.

Les économies en développement étant très ouvertes et leurs exportations dépendantes de la dynamique de consommation et d'investissement de l'OCDE, la priorité donnée par le G8, d'une part au règlement de ses problèmes structurels (confiance des marchés, réduction des déficits, équilibrage des systèmes de retraite, stabilité du change), et d'autre part à la reprise de la croissance mondiale apparaît au total cohérente avec les enjeux du moment. Cette évolution ne pourra que favoriser l'essor des productions compétitives du Sud ainsi que l'accroissement des flux d'aide au développement.

AH/BN

www.g8.fr/evian/francais/

Dans ce numéro

L'EAU

Sécheresse, inondations
Encadrer les partenariats public-privés
Dossier spécial : l'eau
Agenda

LA TERRE

Sommet de Johannesburg : témoignages
Permis d'émissions de CO2 et PED
Forêt et coton au sud du Mali
Agenda

LES HOMMES

Repenser le développement
Mondialisation et migration
Médicaments génériques et labos
Agenda

LES ORGANISATIONS

Harmonisation et efficacité de l'aide
CDE/ ACP : rapport d'activité 2002
BRI : finaliser le ratio Mac Donough
Agenda

DROIT, REGULATION

PED et régionalisation
Droit du commerce et entreprises
Financement de projets : crise ou pause ?
Agenda

GEOGRAPHIES

Sénégal et croissance durable
Corne de l'Afrique : rapport d'information
parlementaire
Afrique du Sud, le double défi
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Obsession de l'eau : sécheresse, inondations : gérer les extrêmes - Raines Ward, D. - AUTREMENT, 2003 - 260 p. - Cote U3.126

Près de la moitié de la population mondiale tire son eau de puits, de rivières, d'étangs ou de mares situés en dehors des lieux d'habitation. 1,4 milliard de personnes - presque 20 % des habitants de cette planète - n'a pas accès à une réserve suffisante d'eau non souillée. Plus de la moitié des grands fleuves de la planète sont soit pollués, soit en train de se tarir. Tandis que l'humanité meurt de soif dans les endroits les plus arides de la planète, ou affronte la perspective d'inondations et de montée des eaux de la mer dans les régions humides, la croissance démographique soutenue ajoute une charge supplémentaire sur la terre et sur l'eau. Nous devons à présent nourrir un nombre sans précédent d'individus tout en payant le prix exigé par la culture de toute cette nourriture - usage croissant des engrais et pesticides, salinisation, déforestation, érosion et excès de pâture. A travers des exemples aussi différents que ceux des Pays-Bas, de Venise, de l'Inde, du Pakistan, du Mozambique ou du Moyen-Orient, l'auteur montre que la gestion de l'eau est bien l'affaire de tous.

➤ Le rapport web

Eau : encadrer les partenariats publics-privés - Giordano, T. ; Cohen, E. ; Conaré, D ; Etienne, J. ; Giraud, P.N. ; Henry, A. ; Maria, A. ; Ruet, J. ; Smets, H. ; Zerah, M.H. - IDDRI, 2003 - 42 p. - U3.125

La communauté internationale s'est fixée un objectif ambitieux : réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion des individus sans accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. Un véritable défi qui nécessite notamment de mettre en œuvre des transferts de technologies et de mobiliser des financements internationaux. En Inde, les auteurs soulignent qu'il est important d'analyser les questions d'ordre institutionnel et technique, qui se posent en amont de l'intervention du secteur privé et conditionnent bien souvent sa possibilité même. Il s'agit de la capacité des agences publiques à créer un environnement institutionnel clair et de celle des opérateurs privés à proposer des solutions techniques adaptées aux situations urbaines des pays pauvres. Pour l'Afrique, les auteurs procèdent à une relecture des idées reçues concernant l'accès à l'eau et aux services d'assainissement dans les quartiers défavorisés. Ils démontrent que les populations les plus pauvres ne sont pas toujours majoritairement reléguées à la périphérie des agglomérations ; que les ménages des quartiers défavorisés ne sont pas obligatoirement insolvables et que les branchements sociaux ne permettent pas toujours d'améliorer l'accès à l'eau des plus pauvres. Aussi, il conviendrait de créer une autorité multilatérale de régulation de l'eau qui pourrait répondre à deux objectifs : réduire les déséquilibres de compétence et d'information qui existent entre une autorité locale délégante d'un pays en développement et la multinationale de l'eau à qui le service sera délégué ; assurer au secteur privé un cadre d'action financier qui lui permette de proposer ses services, à un prix abordable, aux collectivités locales des PED, grâce à une moindre prise de risque.

<http://www.iddri.org/iddri/telecharge/notes/eau.pdf>

➤ L'article

Dossier spécial : l'eau - L'OBSERVATEUR DE L'OCDE, mai 2003 - 32 p. - Cote COLL

Ce dossier fait le point sur les problèmes liés à la gestion et à la distribution d'une eau suffisante, saine et à un prix abordable pour tous les habitants de la planète. Ces articles ont été rédigés par des spécialistes qui abordent les thèmes suivants : la science de l'eau propre ; de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et eau ; de l'aide internationale au secteur de l'eau ; de la gestion de l'eau ; des partenariats dans le secteur de l'eau, de la recherche d'un équilibre et de la tarification.

➤ L'agenda

- *Conférence sur le développement durable de l'énergie, de l'eau et des systèmes de l'environnement, 15-20 juin, Dubrovnik, Croatie*
- *Commission internationale des grands barrages, 16-23 juin 2003, Montréal, Canada*
- *5^{ème} symposium international de l'eau, 23-27 juin 2003, Cannes, France*
- *Ressource en eau, 28-30 juin 2003, Damas, Syrie*
- *La gestion des bassins versants pour une meilleure alimentation en eau, 29 juin-2 juillet 2003, New York, Etats-Unis*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Recueil des témoignages des membres du Comité pour le Sommet mondial du développement durable (CFSMDD) au retour du Sommet de Johannesburg - CFSMDD, 2002 - 135 p. - Cote H4.196

En dépit du scepticisme initial sur ses chances de succès, le Sommet de Johannesburg a constitué une étape significative sur la voie du développement durable. Les engagements pris devront être concrétisés. Les thèmes de la gouvernance et des biens publics mondiaux, de l'eau, des énergies renouvelables, du développement durable, de l'Afrique (à travers la mise en œuvre du NEPAD), de la recherche et de l'adaptation de l'aide publique au développement pour favoriser les partenariats devront continuer à être déclinés. Des propositions en ce sens sont attendues de la France dans le cadre de sa présidence du G8. Le suivi des partenariats annoncés à Johannesburg et la continuation du dialogue avec la société civile constituent également des chantiers à développer, en particulier au plan national comme dans le cadre de la Commission du Développement Durable des Nations Unies. La prochaine Conférence des Parties à la Convention Cadre sur les Changements Climatiques fin octobre à New Delhi et le Forum mondial sur l'eau de Kyoto au printemps 2003 constitueront d'autres occasions de capitaliser la dynamique enclenchée à Johannesburg.

➤ Le rapport web

Improving Cost-effectiveness and Facilitating Participation of Developing Countries in International Emissions Trading - Amélioration de la rentabilité et implication des PED au sein du marché international d'émissions - Bohm, P. - IDDRI, 2003 - 30 p. - Cote H4.195

Partant de l'idée que l'attractivité du marché international de droits d'émissions, qui doit se mettre en place au sein de l'annexe I, est le facteur clé pour réussir l'intégration des pays en développement, l'auteur fait quatre propositions. La première porte sur la forme des compensations à accorder aux nouveaux entrants : plutôt que de générer des transferts par l'attribution de quotas « excessifs » de droits (comme cela a été fait dans le cas des pays à économie en transition), il suggère qu'une compensation monétaire directe, fondée sur une appréciation différente des risques entre pays développés et pays en développement, s'avérerait in fine moins coûteuse. Ensuite, il estime que le Mécanisme pour un développement propre est une incitation adverse à une entrée effective des pays en développement dans le système international de marché de droits. Il suggère donc de renoncer au plus vite à ce mécanisme, ainsi qu'à la « réserve de la période d'engagement » (Commitment Period Reserve), créée pour limiter les risques de survente en cours de période d'engagement. Il réengage enfin le débat sur la possibilité d'emprunts inter-périodes d'engagement, à laquelle les Parties avaient renoncé à Kyoto.

<http://www.iddri.org/iddri/telecharge/mardis/bohm.pdf>

➤ **Lire aussi** "Lutte contre l'effet de serre : enjeux, débats et revue de presse thématique", RGS, juin 2003

➤ L'article

Forêt et coton au sud du Mali : cas de la commune rurale de Sorobasso Cuny, P. ; Sorg, J-P. - BOIS ET FORETS DES TROPIQUES, n°276, 2003 - pp.17-29 - Cote COLL

Dans le sud du Mali, la culture intensive du coton, des produits vivriers et l'élevage ont contribué à la diminution du couvert forestier des terroirs villageois et a eu pour conséquence un appauvrissement quantitatif et qualitatif du potentiel des produits forestiers. Les villageois ont depuis peu changé leurs modes d'exploitation afin de réduire les contraintes engendrées par cette nouvelle situation et sont prêts à s'engager dans de nouvelles approches de gestion des ressources forestières.

➤ L'agenda

- *Conférences-débats et exposition sur les énergies renouvelables et non polluantes, ADSE, 13-15 juin 2003, Mesnil-le-Roi, France*
- *Conférence mondiale sur la gestion des catastrophes, 22-25 juin 2003, Toronto, Canada*
- *2^{ème} Assises nationales du développement durable organisées par le Conseil régional, 25-28 juin, Lille, France*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Repenser le développement et la coopération internationale : état des savoirs universitaires - Nahavandi, F. - KARTHALA, 2003 - 206 p. - R3.098

Ce livre porte sur l'un des grands défis du XXIème siècle : les relations entre les pays occidentaux et ceux dits en voie de développement. Depuis quelques années les certitudes et les croyances qui sous-tendaient la pensée du développement et alimentaient les politiques de coopération se sont ébranlées. C'est une évolution qui s'inscrit dans le désenchantement du développement et, au-delà, dans la dénonciation d'un certain économicisme et d'un ethnocentrisme qui ont caractérisé les approches traditionnelles. Les résultats mitigés de la coopération et son incapacité à combler le fossé qui sépare les "pays développés" des "pays sous-développés", ont aussi fait l'objet de nombreuses critiques allant même jusqu'à prôner leur abandon. Il est donc grand temps de poser les questions autrement. Les auteurs de cet ouvrage conjuguent la réflexion théorique avec une connaissance poussée des pays du Sud, tout en ayant un regard lucide et souvent critique sur le développement et/ou la coopération. Ils posent les jalons d'une réflexion sur les voies à emprunter à "l'ère de la globalisation" pour ne pas perpétuer les erreurs du passé.

➤ Le rapport web

Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques - Simmons, A. - CAHIERS QUEBECOIS DE DEMOGRAPHIE, n°1, vol. 31, 2002 - pp.7-33 - Cote H1.218

La relation entre migration internationale et mondialisation est généralement présentée de façon simplifiée et incomplète dans la littérature scientifique actuelle. On y aborde la mondialisation en se limitant à une partie du phénomène ou à un seul point de vue, tels les rapports entre mondialisation économique (commerce, voyages et communications en expansion) et intensification de la migration internationale. Ces problématiques permettent difficilement d'embrasser la question, car elles négligent d'autres dimensions et impacts importants de la mondialisation. Ainsi ne relève-t-on pas les craintes suscitées dans les pays d'accueil par les pertes d'emplois et les transformations culturelles attribuées à la mondialisation, ni les politiques dont les Etats se dotent pour limiter, encadrer et filtrer l'immigration internationale, ni l'influence de la mondialisation sur le désir des habitants des pays moins développés d'aller vivre dans des pays plus avancés économiquement. Le but de l'article est de définir une problématique plus complexe, incorporant divers aspects de la mondialisation et leurs effets souvent contradictoires.

<http://www.erudit.org/revue/cqd/2002/v31/n1/000422ar.pdf>

➤ L'article

Les labos veulent se racheter une conduite -Alternatives économiques - ALTERNATIVES ECONOMIQUES, mai-juin 2003 - 3 p. - Cote DT

Cet article dénonce l'attitude de l'industrie pharmaceutique face aux pays du sud. Il déplore que, pour améliorer leur mauvaise image, les multinationales du médicament multiplient dons et actions en faveur des pays pauvres. En effet, ces opérations qualifiées de "cosmétiques" masqueraient mal le refus des firmes de baisser leurs prix au Sud. L'article dénonce en outre la "générosité fiscalement déductible" de ces grands laboratoires qui dépensent deux fois plus en publicité et en marketing qu'en recherche-développement.

➤ L'agenda

- *Conférence régionale de la Banque mondiale/ADEA sur l'enseignement secondaire en Afrique (SEIA), 9-13 juin 2003, Kampala, Ouganda*
- *Journée mondiale contre le travail des enfants, 12 juin 2003*
- *Conférence internationale de l'UNESCO sur l'éducation interculturelle, 15-18 juin 2003, Jyväskylä, Finlande*
- *Commission des droits de l'homme -Sous-commission de la promotion de la protection des droits de l'homme - Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage, 16-20 juin, Genève, Suisse*
- *Journée mondiale du réfugié, 20 juin 2003*
- *Journée mondiale contre la drogue, 26 juin 2003*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité - Lignes directrices du CAD - OCDE, 2003 - 140 p. - Cote R3.101

La communauté internationale est résolue à aider les pays partenaires à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. A cet effet, il est important, vu les ressources limitées de l'aide au développement, que l'OCDE s'efforce d'harmoniser et de simplifier les mécanismes d'acheminement de l'aide. Les bonnes pratiques présentées dans cet ouvrage répondent à ce souci. Elles constituent autant de conseils concrets qui, s'ils sont appliqués par les organismes de développement, devraient améliorer notablement l'efficacité de l'aide. Après un rappel des principes de la Déclaration de Rome sur l'harmonisation, est proposée une évaluation des besoins. Le premier chapitre présente un cadre de coopération pour les donateurs ; le deuxième concerne la préparation des projets, programmes et travaux analytiques au niveau des pays. Les chapitres suivants sont consacrés, successivement, aux questions de compte rendu et de suivi, de rapports et d'audits financiers, et aux problèmes spécifiques à la coopération déléguée.

➤ Le rapport web

Rapport annuel d'activité 2002 - CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE, 2003 - 52 p. - Cote F1.043

Ce rapport rappelle les missions du CDE en faveur du développement et de l'animation des différents acteurs du secteur privé dans les Etats ACP avec pour objectif de contribuer à la lutte contre la pauvreté. Il retrace sa nouvelle stratégie d'intervention au travers de programmes sectoriels, régionaux, mais aussi en faveur d'entreprises individuelles hors programmes, dans les secteurs jugés les plus porteurs en terme de création de valeur ajoutée et d'emplois, dans toutes les composantes du secteur privé. Il décrit également la nouvelle organisation du CDE, ainsi que la palette de ses instruments d'intervention. En 2002, il y a eu un peu plus d'un millier d'interventions (avec une dominante dans l'agro-industrie, le textile, les matériaux de construction et les mines mais une percée dans de nouveaux secteurs tels que le tourisme et les TIC (Technologies de l'information et communication). La dernière partie de ce rapport est consacré aux perspectives pour les années à venir.

www.cde.int

➤ L'article

Dernier avant-projet du ratio Mac Donough - G.L.S. - LA TRIBUNE - 30 avril 2003 - 1 p.

Ce nouveau texte à été modifié sur la base des remarques formulées lors des précédentes consultations. Il constitue la troisième et ultime occasion pour les professionnels de se prononcer sur le nouveau mode de calcul du ratio de solvabilité. Les évolutions présentées ici ne concernent que l'un des trois "piliers" du ratio : le montant minimal de capital requis. Les nouveautés se rapportent à : la reconnaissance des provisions, la qualification en terme de risques de l'exposition au crédit renouvelable aux particuliers, aux prêts immobiliers, aux prêts dits "spécialisés", aux dérivés de crédit et au traitement de la titrisation. S'agissant du risque opérationnel, le document accepte notamment, sous conditions, que les banques panachent les méthodes de calcul de l'évaluation de ce risque.

<http://www.bis.org/bcbs/bcbscp3.htm>

➤ L'agenda

- *Assemblée générale de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), 3-19 juin 2003, Genève, Suisse*
- *Forum économique mondial - Sommet économique Afrique, 11-13 juin 2003, Durban, Afrique du Sud*
- *Développement Gateway : la mise en réseau d'acteurs de développement pour un meilleur partage de l'information, CAD de l'OCDE, 12-13 juin, Paris, Château de la Muette, France*
- *Débat sur l'économie solidaire et le commerce équitable au Marché du Monde à Beaulieu (Frère des Hommes), 14 juin 2003, Châteauroux, France*
- *Conseil européen, 20-21 juin 2003, Thessalonique, Grèce*

DROIT, REGULATION

➤ L'ouvrage

Les économies en développement à l'heure de la régionalisation - Hugon, Ph. - KARTHALA, 2003 - 335 p. - Cote R1.030

La quasi-totalité des pays en développement est engagée dans des processus d'intégration régionale dont les formes vont des coopérations sectorielles aux unions politiques avec transferts de souveraineté. Cette régionalisation, qui se traduit par des interdépendances économiques de fait au sein d'un espace, est multiforme : elle est plus ou moins portée par des institutions et par des arrangements commerciaux. Elle peut également résulter de pratiques d'acteurs constituant des réseaux commerciaux, financiers, culturels, technologiques. Elle peut enfin s'expliquer par une fragmentation de l'espace mondial tenant à des stratégies de segmentation de la part des firmes multinationales. L'intégration régionale, que cet ouvrage étudie d'un point de vue économique et politique, est révélatrice du renouveau de la question de l'Etat-nation dans un contexte de mondialisation et de la diversité des constructions de l'Etat. Les cheminements d'intégration régionale demeurent multiples. D'un côté, les économies émergentes d'Asie de l'Est ou d'Amérique latine connaissent un certain enchaînement entre l'intégration nationale, la création de zones naturelles régionales et la mise en œuvre d'un encadrement institutionnel régional. De l'autre, notamment en Afrique ou en Europe centrale et de l'Est post-communiste, on observe des "collapsed states". La désintégration des Etats et la fragmentation des territoires correspondent davantage à une désintégration régionale qui rendent nécessaire l'accroissement de la gouvernance et le renforcement des Etats-nations.

➤ Le rapport web

Le droit du commerce pour les entreprises - REVUE TRIMESTRIELLE DU COMMERCE INTERNATIONAL - OMC, 2003 - 15 p. - Cote C.0152

De plus en plus de transactions se font au niveau international. Les approches juridiques traditionnelles ne peuvent digérer l'avalanche de nouvelles lois et de systèmes de droit, contrats et acteurs. Parmi des milliers de traités, des dizaines de contrats internationaux-types et quantités de nouvelles approches, les auteurs ont sélectionné les points qui leur paraissent essentiels tant pour les entreprises que pour les gouvernements : la prévention plutôt que les tribunaux en cas de litige, des contrats-type pour les transactions internationales, les 200 traités internationaux cruciaux pour un environnement juridique des affaires plus sûr.

<http://www.forumducommerce.org>

➤ L'article

Financement de projets : crise ou simple pause ? - Gilguy, C. - LE MOCI, n° 1598, 2003 - pp. 70-82 - Cote COLL

Le financement de projets reste un vecteur privilégié pour favoriser l'investissement privé, notamment dans les infrastructures. Toutefois, dans les pays en développement, la montée de nouveaux risques nécessite le développement de solutions nouvelles. Selon les analystes, le marché mondial des financements de projet s'est effondré en 2002, de 45 % en valeur et de 20 % en nombre d'opérations par rapport à l'année 2001, retrouvant les niveaux de l'année 1995. Est-ce la technique elle-même qui est en cause ou les investisseurs et les projets qui se sont faits plus rares à la suite de l'éclatement de la bulle boursière en 2000-2001 ? Dans les pays émergents risqués, le financement de projets devrait être, selon l'auteur, très soutenu et très sécurisé par les institutions multilatérales et bilatérales qui, face au repli des investisseurs étrangers, sont sur la sellette. Aussi les garanties publiques doivent-elles s'adapter aux nouveaux risques rapidement.

➤ L'agenda

- *Groupe d'action financière - Troisième réunion plénière du GAFI-XIV, 15-20 juin 2003, Berlin, Allemagne*
- *L'arbitrage commercial international, 16-19 juin 2003, Paris, France*
- *Sommet social de l'ONU "Copenhague + 5", 21-25 juin 2003, Genève, Suisse*
- *Colloque international sur "Gouvernance et développement des PME-PMI", 23-25 juin 2003, Alger, Algérie*
- *Conseil de l'Europe Comité Moneyval, Réunion plénière, 23-27 juin 2003, Strasbourg, France*
- *Forum 2000 de l'OMC, 26 juin 2003, Genève, Suisse*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

Le Sénégal en quête d'une croissance durable - Diagne, A. ; Daffe, G. - KARTHALA, 2002 - 273 p. - Cote PSN.016

Ce livre analyse le profil de la croissance au Sénégal, à partir d'un bilan critique des politiques de développement et d'ajustement structurel entreprises depuis l'indépendance. Il propose un ensemble de réflexions endogènes sur les tendances structurelles de l'économie, les principaux obstacles à la croissance, l'environnement institutionnel des politiques et la perception que les populations ont de l'impact de ces politiques sur leurs conditions de vie. La croissance et l'équité sont aussi au cœur des politiques économiques engagées par le gouvernement du Sénégal depuis le milieu des années 90. Si la dévaluation du franc CFA de janvier 1994 a permis un retour à la croissance, cette relance est restée toutefois, selon les auteurs, sans effet sur la réduction de la pauvreté. Ils estiment qu'il faut maintenant associer le plus grand nombre de secteurs et de couches de la population à cette reprise, en combinant l'objectif de la croissance avec celui de la lutte contre les inégalités. L'adoption en 2001 d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) entre dans ce cadre.

➤ **A lire aussi :** "Approches du risque-pays" - Bibliographie thématique n° 7, mai 2003 de RGS/AGC

➤ Le rapport web

Rapport d'information sur la Corne de l'Afrique (Erythrée, Djibouti, Ethiopie et Soudan) - Commission des Affaires étrangères - SENAT, n° 200, 2003 - 58 p. - Cote R1.29

Le nouveau contexte stratégique qui a émergé après le 11 septembre 2001 a souligné les atouts particuliers dont disposent, sur ce point, les pays de la Corne de l'Afrique. Ils constituent un observatoire sans égal de la péninsule arabe où se focalisent de nombreux facteurs d'instabilité. Parmi les grandes puissances fortement impliquées dans cette région, les Etats-Unis se trouvent au premier rang. Un millier de soldats américains, chargés de la surveillance et de la lutte anti-terroriste, sont installés à Djibouti depuis 2002. Ce rapport s'interroge sur la place que la France peut occuper dans cette zone où elle est, hormis Djibouti, largement absente depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Il propose les moyens de rendre effectif le choix du gouvernement français de nouer des liens de coopération avec cette région d'Afrique. Il fait l'inventaire des attentes de ces pays à l'égard de la France.

<http://www.senat.fr/rap/r02-200/r02-200.html>

➤ L'article

Le double défi de l'économie sud-africaine - OCDE - PROBLEMES ECONOMIQUES, 2003 - pp. 19-26 - Cote COLL

L'Afrique du Sud, moteur du continent africain avec une économie reposant essentiellement sur les services et l'industrie, doit s'adapter aux changements structurels de grande ampleur induits par la fin du régime de l'apartheid. Or, certaines difficultés menacent ce processus : les dispositifs visant à améliorer les opportunités pour les entrepreneurs noirs créent des réticences ou se heurtent à une insuffisance de moyens, les privatisations s'effectuent avec lenteur, l'épidémie de sida n'est pas enrayerée. Dans un environnement politique et social remodelé, deux défis majeurs restent à relever : la réduction des inégalités et l'amélioration des performances économiques. La multiplication des accords de libre-échange et le rôle central joué par l'Afrique du Sud dans la création du NEPAD pourraient se révéler des atouts supplémentaires pour y parvenir.

➤ L'agenda

- *Symposium panafricain sur les centres multimédias africains, 12-17 juin 2003, Dakar, Sénégal*
- *Se développer en Asie à partir d'une base régionale : portraits comparés de la Malaisie, de Singapour et de la Thaïlande, 17 juin 2003, CFCE, Paris, France*
- *Salon international Aid & Trade Arica, 25-26 juin, Nairobi, Kenya*
- *Le Forum international sur les opportunités d'investissement et de partenariat dans le secteur du tourisme en Algérie, dont la date était initialement prévue le 11 juin, est reporté au 28 septembre 2003*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos ■ Africa confidential ■ African business magazine ■ African review of money finance and banking ■ Afrique agriculture ■ Afrique éducation ■ Aghrymet ■ Bulletin Alter-agri ■ Alternatives économiques ■ Alternatives internationales ■ Arabies ■ Archimède et Léonard ■ Les carnets de l'Aitec ■ Ashgate ■ Assexport ■ Autrepart ■ Aventure au XXème siècle ■ Banque magazine ■ Bois et forêts des tropiques ■ Bulletin de l'Union européenne ■ Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria ■ Bulletin du club du Sahel ■ Bulletin du Conseil général du Gref ■ Bulletin du Fmi ■ Bulletin du Parlement européen ■ Bulletin économie solidaire Ires ■ Bulletin Medcoop ■ Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse ■ Bulletin Objectif Terre ■ Bulletin officiel de la Banque de France ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom) ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom) ■ Bulletin tropical Cahiers/agriculture ■ Les Cahiers de l'Ifri ■ Les Cahiers de l'Outre-mer ■ Les Cahiers d'études et de recherches francophones ■ Cambridge Journal of Economies ■ Choix ■ La chronique Amnesty International ■ Commerce international du bois ■ Le Courrier de la planète ■ Le Courrier des Pays de l'est ■ Le Courrier du maire ■ Critique internationale ■ Déchets, sciences et technique ■ Diagoflash ■ Dialogue ■ Eau potable ■ Ecoliers du monde ■ Economia ■ Economica ■ Economie et humanisme ■ Economie et prévision ■ Economie et sociétés ■ Economie et statistique ■ Economie internationale ■ L'Economie politique ■ Economie rurale ■ Energie plus environnement et techniques ■ L'Environnement magazine, décision environnement ■ Revue études ■ Les études de la Dgcid ■ Etudes foncières ■ L'Expansion Management Review ■ Eyrolles ■ Faim et développement magazine ■ Far Eastern Economic Review ■ Finances et développement ■ Bulletin d'information forêt méditerranéenne ■ Forum du commerce international ■ Fraternel ■ Fruitrop ■ Gafi – bulletin d'informations ■ Géopolitique ■ Gérer et comprendre - annales des mines ■ Grain de sel ■ Gret ■ L'Harmattan ■ Health Policy and Planning ■ Hérodote ■ Hommes & migrations ■ Hydro plus magazine ■ Industry and Environment ■ Infosuma ■ Insee première ■ International Rubber Digest ■ IRD ■ Journal des Communautés européennes ■ Journal of African Economies ■ Journal of Microfinance ■ Khartala ■ Lettre Africa Energy Intelligence ■ Lettre d'information de l'Adea ■ Lettre d'information de l'Eadi ■ Lettre de conjoncture Bnp Paribas ■ Lettre de la profession bancaire ■ Lettre de l'Atibt ■ Lettre de l'Isted ■ Lettre de l'Océan indien ■ Lettre de Profession politique ■ Lettre de transparence ■ Lettre du blanchiment ■ Lettre du Cean ■ Lettre du Cepii ■ Lettre du Sahel ■ Lettre Gereso ■ Lettre mensuelle d'Equilibre et populations ■ Lettre mensuelle Ieom ■ Lettre mensuelle Iedom ■ Liaisons énergies francophonie ■ Litec ■ Maghreb sélection ■ Marchés des céréales ■ Marchés du riz ■ Le Marin ■ Middle East Economic Digest ■ Mining journal ■ Le Moci ■ Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment ■ Nord- Sud Export ■ Les Notes bleues de Bercy ■ Note de conjoncture de l'Insee ■ Notes et études documentaires ■ Notes rapides de l'Aurif ■ Les Nouvelles calédoniennes ■ Les Nouvelles d'Addis ■ Nouvelles de l'Uit ■ Nouvelles du sud ■ Nouvelles économiques et financières de Tunisie ■ Les Nouvelles de l'Office international de l'eau ■ L'Observateur de l'Ocde ■ Observations et diagnostics économiques ■ Ocde ■ Oil World ■ Option finance ■ Péninsule ■ Perspectives de l'alimentation Fao ■ Perspectives économiques de l'Ocde ■ Pétrole & gaz informations ■ Peuples en marche ■ Politique africaine ■ Politique étrangère ■ Problèmes économiques ■ Repères émergents ■ Revue Cambodge actualités ■ Revue d'économie du développement ■ Revue d'économie financière ■ Revue d'économie industrielle ■ Revue d'économie politique ■ Revue de la stabilité financière ■ Revue des concessions et délégations de service public ■ Revue des transports urbains ■ Revue des questions humanitaires ■ Revue du Trésor ■ Revue économique et sociale ■ Revue humanitaire ■ Revue Tiers monde ■ Rice Situation and Outlook Report ■ Santé et travail ■ Savings and Development Sciences ■ Journal sécheresse ■ Small Enterprise Development Journal ■ Sociétal ■ Sugar and sweetener ■ Syfia international ■ Systèmes solaires ■ Techniques financières et développement ■ Techniques culturelles simplifiées ■ Transports urbains ■ Transport international Urbanisme ■ Vietnam Investment Review ■ Villes en développement ■ Vivre autrement ■ World Bank Economic Review ■ World Bank Research Observer ■ World Development ■ World Economic and Financial Surveys ■ World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction :

Robert PECCOUD

Coordination :

Bertrand NORA

Alfred HUC

Réalisation :

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ-PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Danièle SEGUI

Saisie/mise en page

Francine GILBERT

Pour contacter RGS/AGC ☎ : 01 53 44 35 95 - e-mail : gilbertf@afd.fr